

## DÉBAT DES INTERVENANTS

### **Ali Aslan, présentateur TV et journaliste international**

Nous approchons de la dernière demi-heure et, bien sûr, je vais donner le micro au public dans quelques instants, soyez patients. Votre tour arrive dans une seconde parce que j'imagine qu'il y aura un certain nombre de questions. Je veux finir le tour avant que nous ouvrons le débat, et je me tourne vers vous trois pour conclure.

Permettez-moi de commencer par Marc. Comme je l'ai dit, vous avez écrit un livre très complet sur la guerre contre le terrorisme. Les généraux américains disent qu'avec le retour des talibans, nous assistons à un retour d'Al-Qaïda. Al-Qaïda est active en Afghanistan. Ils disent qu'une menace imminente, peut-être même une attaque imminente contre les États-Unis, pourrait être réaliste et réalisable dans les cinq, six prochains mois. Êtes-vous d'accord ? Est-ce aussi votre évaluation ?

### **Marc Hecker, directeur de la recherche et de la valorisation de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère***

Joe Biden a dit qu'Al-Qaïda était partie d'Afghanistan, ce qui n'est pas vrai. Donc, nous savons qu'Al-Qaïda est toujours là et il y a des preuves que les liens avec les talibans ont été maintenus au cours des 20 dernières années. Par exemple, en 2019, il y a eu une opération militaire sur un refuge taliban à Musa Qala, et l'émir d'Al-Qaïda pour le sous-continent indien a été tué au cours de cette opération.

Aujourd'hui, les talibans doivent faire leurs preuves. Nous ne pouvons pas simplement croire ce qu'ils disent. Ils ont signé l'accord de Doha, et dans l'accord de Doha, ils ont dit qu'ils cesseraient les relations, mais il n'y a pas de mécanisme de contrôle. Nous avons donc besoin de preuves à un moment donné.

L'EIL est un problème différent, car les talibans et l'EIL sont en guerre. La question principale n'est donc pas de savoir si les talibans sont prêts à affronter ce groupe, mais s'ils sont capables de l'éradiquer. Selon l'ONU, l'EIL compte entre 1500 et 2200 combattants, ce qui est non négligeable, et s'ils parviennent à contrôler certaines parties de l'Afghanistan, ils pourraient peut-être aussi exporter leur violence vers l'Occident ou vers l'Asie du Sud.

### **Ali Aslan**

Tatiana, il ne fait aucun doute que le retrait précipité des États-Unis porte atteinte à la réputation, sinon à la crédibilité, des États-Unis, de l'Occident, de l'OTAN. Je pense qu'il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet. Encore une fois, nous avons parlé d'une Schadenfreude,

peut-être, de la part de Moscou et de Pékin. À cet égard, dans quelle mesure pensez-vous que ce préjudice est réellement durable pour la réputation des États-Unis ?

**Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du Centre Russie/NEI de l'Ifri**

Justement, c'est ce que je disais au début. C'est là que le retrait des troupes américaines a été en partie perçu par les Russes comme une opportunité géopolitique. Je crois que c'est Zaki Laïdi qui avait employé, le premier jour, le terme « increase the leverage », augmenter les leviers de l'influence russe dans la région mais aussi dans les pays avoisinants des régions. Évidemment, c'est un grand dommage pour la réputation américaine dont les Russes souhaiteraient et espèrent bénéficier. Avec la Chine, évidemment, c'est ce que l'on voit en premier : le tandem qui pourrait éventuellement se charger du problème et peut-être dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai. De fait, l'Afghanistan, qui a le statut d'observateur dans cette organisation, a tous ses pays limitrophes, sauf le Turkménistan, qui sont membres de cette organisation. Mais on sait aussi les faiblesses de cette organisation qui est déchirée par les contradictions et les blocages, notamment entre l'Inde et le Pakistan.

Aujourd'hui, je vois que le sujet brassé dans les milieux d'expertise en matière de relations internationales en Russie est de savoir si l'on peut avoir une sorte de multilatéralisme à la carte au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai pour gérer ce problème. Mais le dilemme qui va se poser, c'est entre l'efficacité, en créant un groupe plus petit pour gérer le souci de l'Afghanistan et proposer des solutions, et la légitimité, il faut que cela puisse être accepté par tous les autres. En tout cas, le dernier sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, au mois de septembre, s'est saisi du problème et a formulé son souhait de voir l'Afghanistan neutre et pacifique. En même temps, je ne vois pas de pistes concrètes se dégager. Il est juste question de retravailler cette idée de création d'un groupe au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai, mais il n'y a rien de concret pour l'instant.

Je voulais juste dire deux mots. Vous avez demandé qui connaissait la réalité du terrain. Très honnêtement, je pense que les Russes étaient pas mal au courant de ce qu'il se passait. Depuis 2017, ils anticipaient la chute éventuelle du gouvernement Ghani. Les craintes sur la fragilité de ce régime étaient dans l'espace public. C'est l'un des facteurs qui ont poussé les Russes à discuter avec les talibans, ce pragmatisme, cette vision de la réalité du terrain dépourvue, au fond, d'idéologie, dans la meilleure optique possible. Encore une fois, pour les Russes, le vrai problème, c'est moins les talibans que leur soutien éventuel ou non à différents groupuscules basés sur leur territoire. Juste pour rappel, Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir en pleine guerre de Tchétchénie, et les franges les plus radicales de combattants au Nord Caucase étaient soutenues depuis le territoire de l'Afghanistan. Et l'Afghanistan, sous le premier règne des talibans, était le seul pays au monde à avoir reconnu l'Itchkérie indépendante. L'Itchkérie, c'est le terme pour désigner la Tchétchénie. Il y a aussi la question de savoir quelle est l'attitude des talibans vis-à-vis des mouvements séparatistes dans les pays avoisinants.

**Ali Aslan**

Donc la Russie avait déjà, au moins en termes de vision et de tactique, un avantage. Vous dites qu'ils se préparaient déjà à une nouvelle réalité. Et la Chine, comme nous le savons,

contrairement aux États-Unis, a une approche plutôt pragmatique en matière de politique étrangère, donc ils traiteront, Renaud, avec les talibans peut-être de manière très différente.

Nous allons laisser le mot de la fin à M. K. Narayanan une fois de plus avant de donner le micro à la salle. Je sais que vous souhaitiez intervenir.

**Mayankote Kelath Narayanan, président exécutif de CyQureX Systems Pvt. Ltd., ancien conseiller principal et conseiller en sécurité nationale du Premier ministre d'Inde**

J'aimerais me faire l'avocat du diable à ce stade. Je pense que ce n'est pas une question de savoir s'il s'agit de l'Union européenne, de la Russie ou des Américains. Nous avons un problème, il y a eu une énorme implosion en Afghanistan. Les djihadistes du monde entier ont été électrisés en conséquence. Nous avons déjà vu Al-Qaïda et ses acolytes, comme le Lashkar-e-Taiba et le Jaish-e-Mohammad dans le contexte de l'Asie du Sud. Nous voyons aussi le renouveau de l'EILL, en particulier le groupe Khorasan de l'EILL. Voilà les problèmes.

Il y a un autre problème dont personne ne parle. Le commerce de l'opium a plus ou moins doublé ou triplé au cours des dernières semaines. Personne n'en parle. Nous devons endiguer cela. Nous ne pouvons pas attendre que les gouvernements soient établis, nous devons traiter ce problème.

Enfin, il y a la question de la gestion de la situation. Tatiana parlait de l'OCS. Vous avez mentionné d'emblée que l'OCS n'inclut pas les États-Unis. C'est pourquoi j'ai fait référence à une consultation mondiale. Il est nécessaire que le monde se penche sur ce problème car ce qui va se passer en Afghanistan l'année prochaine va dicter le cours des événements dans le monde. Voulez-vous livrer le monde aux terroristes ? Les talibans sont ce que nous appelons l'excrétion sur la face de la Terre, en ce sens, nous devons donc nous en occuper.

Je pense que nous devrions avoir une consultation mondiale avec un groupe de nations. C'est déjà arrivé par le passé. Elle ne devrait donc pas inclure uniquement les pays d'Europe. L'un des principaux candidats pour cela serait les Émirats arabes unis, parce qu'ils l'ont déjà fait et ont donc maintenant une expérience dans la gestion de ce type d'événements. Un pays comme l'Inde est certainement un autre candidat. Comment exclure le Pakistan devra être un facteur majeur.

Alors, s'il vous plaît, regardez ce problème de ce point de vue. Ne nous laissons pas conduire par de vieux [inaudible]. Les États-Unis en particulier doivent faire preuve de diversité idéologique. Comme il a été mentionné ici, vous ne pouvez pas dire « Nous ne traiterons pas cela », ou « Nous ne nous occupons pas de ça à cause de ce genre de choses ».

J'ai beaucoup d'autres choses à dire, mais je vais en rester là parce que je pense que nous sommes arrivés à la fin de notre temps.